

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 151 (2006)
Heft: 1-2

Artikel: Vers la reprise de la guerre froide? Partie 2
Autor: Gallois, Pierre M.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346559>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vers la reprise de la guerre froide? (2)

Les Américains devraient admettre qu'il est très difficile de se fier aux gouvernements des pays islamiques et, davantage encore, de se concilier les bonnes grâces de leurs populations qui accordent à la religion la place prépondérante, ont le sentiment de détenir des richesses indispensables au reste du monde et la volonté d'en tirer tout le profit. Autant d'incitations à s'opposer aux desseins des Etats-Unis et, plus généralement, de tous ceux qui partagent leurs conceptions de la société des hommes. La démocratie n'a aucun attrait pour des peuples dont le Coran définit le sens de l'existence et le code de vie. Ils n'y aspirent guère, leurs lois étant d'un autre ordre. D'où le fiasco de la croisade islamopétrolière. En revanche, les mêmes analystes pourraient constater – il semble même qu'ils l'aient fait – que l'ex-Empire soviétique offre pour les Etats-Unis un champ d'action prometteur¹.

■ Gén Pierre M. Gallois

L'athéisme soviétique y a détruit une part de sa spécificité et les populations s'y montrent moins insensibles aux attraits de la démocratie qu'ils tiennent, en général, pour une heureuse alternative à l'autocratie. Il y a là un potentiel d'interventions à exploiter avec de meilleures chances de succès, cela en usant de l'atout «Démocratie». Une campagne de dénigrement – «Pas assez de démocratie», «Droits de l'homme pas respectés» – vise à rallier l'opinion à cette offensive contre la Russie. Cette campagne est en cours et les médias occidentaux ont trouvé profit à la mener bon train.

La Communauté des Etats indépendants (CEI) a été créée en décembre 1991, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine proclamant la fin de l'Union soviétique et, implicitement, la fin de l'économie planifiée. Ainsi, naissait un nouveau pôle de puissance sanctionnant l'échec

communiste, apparemment tourné vers les formules politiques et économiques de l'Occident.

Mais, dans le même temps, la CEI pouvait devenir un rival. Son vaste territoire recelant des ressources nécessaires au développement de peuples également capables, un jour, de tenir tête aux Etats-Unis, il importait de limiter sa liberté d'action. Aussi, vue de Washington, la Russie peut-elle être caractérisée comme suit:

■ Elle occupe le plus vaste des territoires relevant d'une seule autorité, 17 millions de kilomètres carrés, soit près du double de l'étendue, respectivement, du Canada, de la Chine ou des Etats-Unis.

■ La Russie a été le siège de l'application du marxisme-léninisme. Elle a occupé militairement l'Europe centrale qu'elle avait libérée du joug allemand. Elle a entretenu la guerre froide durant près d'un demi-siècle... Le passé pèse encore sur les relations américano-russes.

■ La Sibérie détient d'importantes ressources en espace et, surtout, en matières premières non inventoriées. En dépit des distances et du climat, la technique permettra demain de les exploiter. Le développement de ses voisins, moins bien pourvus, en dépend.

■ Après la difficile phase de transition conduite par Gorbatchev et par Eltsine, le Kremlin s'efforce de re-nationaliser les grandes entreprises du pays, afin qu'elles servent d'abord l'intérêt national. A l'extérieur, la démarche n'est guère appréciée, particulièrement aux Etats-Unis.

■ Durant encore un demi-siècle, l'économie russe sera, pour une large part, fondée sur l'extraction et la commercialisation de l'énergie fossile. Après il faudra s'accommoder de l'épuisement de cette énergie.

Aussi peut-il apparaître opportun, outre-atlantique, de détacher de la Russie les anciennes possessions de l'Union

¹ Première partie, voir RMS, novembre-décembre 2005.

soviétique, riches en matières premières d'un autre ordre, afin de freiner l'économie de ce pays. D'où la pénétration politique et militaire dans les républiques musulmanes d'Asie centrale, entre la Caspienne et la Chine. Une pénétration d'autant plus avantageuse qu'elle sert les Etats-Unis à la fois face à la Russie et face à la Chine voisine, demain leur principale rivale.

Les camps d'entraînement au terrorisme des Talibans ont justifié les bombardements de l'Afghanistan et l'occupation de son territoire par les forces armées américaines et alliées, mais ils ont également légitimé l'implantation de bases américaines en Ouzbékistan, au Kirghizstan et au Tadjikistan, avec l'accord de Moscou. Engagé, lui aussi, dans la lutte contre les terroristes, il ne pouvait refuser l'assistance demandée par Washington.

L'installation de contingents militaires étrangers, surtout si elle a lieu à grande distance de la mère-patrie, est généralement accompagnée ou suivie de la venue d'organisations non gouvernementales affichant des fonctions caritatives ou culturelles, voire d'aide matérielle aux populations locales. Ces ONG se réfèrent tout naturellement à leur système politico-social. En l'occurrence, elles vantent les mérites de la démocratie, de la liberté, du respect des droits de l'homme. Elles rallient les suffrages des jeunes, des étudiants, des sans-emplois, mobilisent une fraction de la population en lui laissant entrevoir d'autres perspectives que celles que lui offre l'autocratie dont elle dépend. Lorsqu'il y a élection, les ONG interviennent en sous-main, les



fraudes électorales étant aussitôt sanctionnées par l'insurrection.

Ethniquement et politiquement instable, la région a une grande importance stratégique. Elle se trouve aux confins de l'Afghanistan, de la Chine, du Pakistan, de pays de l'Islam et du monde slave, de surcroît non loin de la Caspienne et de ses réserves énergétiques.

Tadjikistan, Ouzbékistan, Bachkortostan & Cie

En 1993, le Tadjikistan était déjà en guerre civile; il s'était

proclamé indépendant en septembre 1991, avait adhéré à la CEI mais, à la différence des présidents des autres anciennes républiques soviétiques qui avaient rompu avec le parti communiste, le dirigeant tadjik lui est resté fidèle.

Résultats: 100000 morts et 500000 malheureux fuyant la répression. Depuis, l'exemple géorgien (*Révolution des roses*), ukrainien (*Révolution orange*) aidant, la contestation populaire s'est étendue à l'Asie méridionale du centre et, le 24 mars 2005, les révoltés ont mis en fuite le président Askar Akaïev du

Kirghistan (*Révolution des tulipes*). Il payait la fraude électorale, la corruption, le chômage...

Ayant soutenu l'insurrection, les Etats-Unis placent le Tadjikistan sous leur influence s'empressent d'y voir une «nouvelle victoire de la campagne pour la liberté et la démocratie». La Russie maintient ses bases militaires non loin de celles des Etats-Unis, les deux pays affichant une neutralité de façade. Pour la Chine la *Révolution des tulipes* est une position stratégique à sa frontière enlevée par l'unique superpuissance du moment, un avantage pour elle lors du grand affrontement futur. Pékin, rappelons-le, a créé le Groupe de Shanghai – dont le Kirghzistan est membre – pour lutter contre le terrorisme islamique et le séparatisme des Ouïgours du Xinjiang, province chinoise.

Deux mois plus tard, le 13 mai, «la campagne pour la liberté» enflamme l'Ouzbékistan, du moins sa vallée du Fergana. Paradoxalement, c'est le régime du président Islam Karimov, fidèle allié des Etats-Unis et ardent persécuteur du terrorisme islamique, qui est en cause. Réagissant aux violences des services secrets ouzbeks, les manifestants se sont emparés à Andijan d'un poste de police, d'une caserne, avant de délivrer les prisonniers enfermés dans les geôles de la Sécurité, de s'attaquer au QG de la police et aux bâtiments de l'administration. La répression est violente et meurtrière: l'armée intervient faisant plus de 3000 victimes, dont près d'un millier de morts. Des centaines d'Ouzbeks cherchent refuge au Kirghzistan voisin.



Un porte-avions américain.



L'Express, 7 janvier 2004.

Cette nouvelle révolution plonge Moscou et Washington dans l'embarras, les deux pays soutenant le régime incriminé, alors que les manifestants cherchent une troisième voie, refusant à la fois celle de Moscou et celle de Washington.

La stratégie des Etats-Unis dans cette région du monde se serait-elle retournée contre eux ? Quant à la Russie, elle ménage les autorités encore en place mais entre en contact avec les leaders de leurs oppositions respectives afin de ménager l'ave-

nir. En somme, Washington lui cause bien des soucis, l'attaquant à la périphérie et même à l'intérieur. Les révolutions sont contagieuses, qu'elles soient à la rose, à l'orange ou à la tulipe.

A mille kilomètres seulement de Moscou, la petite République du Bachkortostan est en ébullition. A Oufa, sa capitale, des manifestants protestent contre les pouvoirs excessifs de leur président s'appropriant le pétrole du pays. Cette atteinte à l'unité du CEI est étroitement surveillée outre-atlantique, d'autant qu'ailleurs dans l'ex-Empire du Mal, les exemples géorgiens, ukrainiens, kirghizes encouragent les oppositions. C'est le cas au Kazakstan, au Turkménistan et en Azerbaïdjan où les Etats-Unis sont déjà intervenus ouvertement.

Les Etats-Unis provoquent un réaménagement des rapports de force dans le monde

1. La Russie se tourne vers les gouvernements que les Etats-Unis ont menacés ou qu'ils menacent encore. Fin janvier 2005, à l'invitation du président Poutine, le président syrien, Bachar Al-Assad se rend à Moscou. Accueil chaleureux, retrouvailles, effacement des deux tiers de la dette contractée par la Syrie avec les Soviétiques, si bien que *«la coopération traditionnelle dans le domaine technico-militaire sera approfondie»*, selon le communiqué qui suit la rencontre. Une coopération qui n'est ni du goût de Washington qui mène la vie dure à la Syrie, ni de Tel-Aviv.

2. Vers l'Est, la Russie resserre ses liens économiques et militaires, à la fois avec l'Inde et avec la Chine. Il faut rappeler que, déjà en avril 1991, au lendemain de la première guerre du Golfe, Boris Eltsine a rencontré le président chinois Jiang Zemin et signé avec lui quatorze accords de coopération, la Chine *«soutenant l'opposition de Moscou à un élargissement de l'OTAN à l'Est»*, et Boris Eltsine déclarant vouloir *«coopérer à la mise au point d'un nouvel ordre mondial»*. La première guerre d'Irak a associé, à nouveau, Russes et Chinois pour affronter les ambitions américaines. Onze ans plus tard, c'est Vladimir Poutine qui vient à Pékin réclamer le *«respect d'un monde multipolaire»*, dans lequel Washington ne serait pas seul à faire la loi. Plus prosaïquement, le pétrole irakien (50% des approvisionnements de la Chine à l'époque) passant sous le contrôle des Etats-Unis, Moscou et Pékin décident la construction d'un oléoduc pour livrer en Chine, à Daqing, le pétrole de la région sibérienne d'Irkoutsk. Moscou ravitaille également Pékin en armements aériens et maritimes. Même entente avec l'Inde en plein développement industriel, à laquelle Moscou fournit des armements.

3. A l'Ouest, vers l'Union européenne, la Russie doit surmonter l'hostilité des Etats-Unis et la forte influence qu'ils exercent sur la Commission de Bruxelles, celle-ci subordonnant ses accords à la *«promotion des droits de l'homme»*. Néanmoins, l'Union ayant besoin d'énergie fossile, la coopération s'impose, qui s'étend aux transports, aux télécommunica-

tions, à l'espace, domaine dans lequel excelle la Russie. Le 10 mai dernier, les entretiens des représentants de l'Union européenne avec les dirigeants russes se terminent par un communiqué où figurent les expressions *«confiance, solide amitié, très bons résultats»*, ce qui n'engage à rien, mais laisse entrevoir une future entente.

4. La présence des Etats-Unis sur une grande partie du monde, commande une réorganisation de celle qui leur échappe encore. C'est ainsi qu'à l'initiative du Brésil est organisé à Brasilia, les 10 et 11 mai 2005, un sommet sud américano-arabe. La stratégie des Etats-Unis, notamment en Irak, y est vivement critiquée par le président vénézuélien Hugo Chavez: *«Les Etats-Unis veulent être les maîtres du monde. Ce sommet est une réponse [...] à cette prétention. [...] les forces impérialistes qui occupent l'Irak doivent s'en aller.»* Un accord relatif aux échanges entre l'Union douanière sud-américaine et le Conseil de coopération du Golfe (qui comprend les Emirats) est signé. L'Amérique du Sud et une importante fraction du monde arabe s'émancipent ainsi de la tutelle des Etats-Unis, le Venezuela et le Brésil ayant pris les devants.

5. Après des décennies d'antagonisme, deux guerres et une incessante guérilla aux frontières longuement disputées, l'Inde et le Pakistan en sont venus à un processus de paix irréversible. Partagé, même inégalement, l'armement nucléaire a, une fois de plus, accompli son oeuvre pacifique en rendant inconcevable un conflit armé en-

tre deux Etats possédant l'atome militarisé. En avril, le président pakistanais se rend en Inde où sa visite est qualifiée de «*triomphale et d'historique*». Entre les deux pays, la frontière est rouverte, les liaisons ferrées rétablies. Si le différend fronta-

lier n'est pas réglé, il est mis de côté afin que les deux puissances abordent, ensemble, les grands problèmes dont les solutions pourraient bouleverser la scène internationale.

Ainsi la politique américaine a secoué violemment le *puzzle*

mondial et ses morceaux se réarrangent de manière différente, indice d'une nouvelle stabilité et d'un nouveau paysage politique de la planète.

P. M. G.

Fin du cycle des exercices d'état-major «JANUS»

Les exercices d'état-major «JANUS» des Forces terrestres se sont achevés avec succès en août 2005. Répartis sur deux ans, huit des neuf états-majors de brigade et un état-major de région territoriale ont été instruits aux activités et aux processus des nouveaux règlements de conduite de l'armée. Le coup d'envoi des douze exercices dirigés par le divisionnaire Christian Schlapbach, chef de l'état-major d'engagement des Forces terrestres, a été donné le 5 janvier 2004. Le dernier de ces exercices s'est achevé le 19 août 2005 au Centre d'entraînement tactique à Kriens.

«JANUS» a été conçu dans le cadre d'une opération de défense afin de dispenser une instruction concernant les activités et les processus décrits dans les nouveaux règlements de conduite. Il s'agissait d'empêcher un agresseur d'atteindre ses objectifs stratégiques et opératifs... Le simulateur de conduite a permis d'exercer et d'instruire au combat interarmes, la tâche la plus difficile. Il était possible de répéter les exercices, ce qui a permis d'atteindre un très bon rendement pour un temps d'instruction très restreint. Le simulateur de conduite représente le combat dans ses composantes essentielles comme par exemple le champ de bataille, le terrain et l'environnement, les facteurs humains, l'entraînement au combat des échelons inférieurs...

8 des 9 états-majors de brigade, l'état-major de région territoriale et 56 états-majors de bataillons ou de groupes ont suivi au moins une fois cette instruction. Quelque 340 commandants d'unités et 80 commandants de tir d'artillerie ont été engagés lors de 12 simulations.